



Le réalisateur Jean-Stéphane Bron et Christoph Blocher lors du tournage de «L'expérience Blocher».

frenetic.ch

Le film sur Blocher fait un flop outre-Sarine

CINÉMA Après deux semaines d'exploitation, le documentaire de Jean-Stéphane Bron est déjà retiré de certaines salles en Suisse alémanique. Personne n'a vu venir le bouillon.

Christine Salvadé

christine.salvade@lematindimanche.ch

Au cinéma Riffraff, dans le Kreis 5 à Zurich, «L'expérience Blocher» était programmé deux fois par jour à sa sortie, le 17 octobre. Mais l'exploitant a vite revu son enthousiasme à la baisse: seule une quinzaine de spectateurs en moyenne s'asseyait à chaque séance dans une salle de 140 places. Le film de Jean-Stéphane Bron n'a été joué qu'une seule fois par jour la deuxième semaine. Et puis plus que le dimanche matin dès cette semaine.

Alors que le documentaire sur le millionnaire zurichois UDC démarre bien en Suisse romande, où il est sorti mercredi dernier, ses résultats en Suisse alémanique sont décevants. 5224 entrées en deux semaines, selon les chiffres de Frenetic. «C'est en dessous de nos attentes», commente Micha Schiwow, responsable de l'agence de production chargée de la promotion du film. «Ne tournons pas autour du pot: c'est un flop», dit Frank

Braun, programmateur du Riffraff à Zurich. Il lui aurait fallu le double de spectateurs la première semaine pour le maintenir à l'affiche deux fois par jour.

En soi, les résultats de «L'expérience Blocher» sont dans les normes d'un documentaire suisse de ce budget (800 000 fr. en coproduction avec la France). Mais, après la polémique née au Festival de Locarno sur la subvention versée par l'Office fédéral de la culture (260 000 fr.), après les nombreux articles parus dans la presse, exploitants, distributeurs et producteurs s'attendaient à mieux. «Je crois que personne n'a seulement imaginé que ce film pouvait être un échec en salle», remarque Sven Wälti, responsable des coproductions à la SSR (qui a engagé 130 000 fr. dans le film).

Pas de réflexe antiromand

«Oui, je me suis battu pour l'avoir en multiplexe, ajoute Umberto Tedeschi, directeur de la programmation des cinémas Pathé dans toute la Suisse. Je me suis trompé. Ça m'a fait de la peine de le retirer de certaines salles. Mais je ne regrette rien, ce film vaut la peine qu'on se batte pour lui.»

Comment expliquer que le portait du politicien zurichois par le réalisateur vaudois n'ait pas rencontré son public en Suisse alémanique? Réflexe

antiromand? «Certainement pas! réagit le Zurichois Frank Braun. Jean-Stéphane Bron est un cinéaste estimé ici.» Dans son cinéma desservant un quartier votant plutôt à gauche, il est persuadé que l'«effet Blocher» a joué: «Ce public, même cinéophile, ne veut pas payer 18 fr. pour voir le visage de Blocher pendant 100 minutes. Ce n'est pas qu'ils n'ont pas aimé le film, ils ont tout simplement refusé de le voir!» De l'avis des professionnels interrogés, cette défection n'a pas pu être compensée par un public pro-Blocher qui «ne va pas voir ce genre de film».

Chez Bande à Part, le producteur exécutif du film, Adrian Blaser, estime que cette réception inattendue «fait partie de l'expérience». Il organisera un débriefing avant Noël. «Je n'oublierai jamais que la première fois que quelqu'un s'est exprimé sur ce film que personne n'avait encore vu – l'élue socialiste Suzanne Leutenegger – c'était pour dire «je n'irai pas le voir», fait remarquer Jean-Stéphane Bron. Il a secoué quelque chose, créé le débat, au moins ce n'est pas un film anodin.» Le réalisateur rappelle que la vie de «L'expérience Blocher» ne fait que commencer: après les cinémas, il sera programmé sur les trois chaînes nationales, sortira en France et est à l'affiche de plusieurs festivals. ●

Le PBD fête ses créateurs et sa créature

GRISONS Le parti d'Eveline Widmer-Schlumpf a soufflé ses cinq bougies hier à Coire (GR). «Venu pour rester» sur la scène fédérale, il ne s'impose pas encore en Suisse romande.

Il y a ceux qui ont vécu la folle journée du 12 décembre 2007 et l'élection d'Eveline Widmer-Schlumpf au Conseil fédéral, à la place de Christoph Blocher. Et puis il y a les autres. Qui applaudissent les pionniers qui racontent, face à l'assemblée, les passionnantes semaines qui ont suivi cette révolution de palais.

Hier, à Coire, le PBD a fêté ses cinq ans d'existence et, surtout, ses créateurs: une poignée de conseillers nationaux bernois et grisons qui ont défié l'UDC après que celle-ci eut évincé Eveline Widmer-Schlumpf de ses rangs pour avoir accepté son élection. Il a aussi rendu hommage à sa créature, la conseillère fédérale, à l'origine de sa naissance.

Toujours là, alors qu'on ne lui prédisait aucun avenir, le parti du centre, né en 2008, obtenait 5,4% des voix aux dernières élections fédérales et a atteint depuis sa vitesse de croisière pour compter aujourd'hui dix-sept sections cantonales et 7000 membres. De quoi bomber le torse et se féliciter du travail accompli, même si c'est en toute modestie que le président glaronais Martin Landolt et ses troupes ont marqué le coup, hier, en se remémorant les bons souvenirs. L'élection d'Eveline Widmer-Schlumpf. La création du parti national. La naissance d'un groupe parlementaire à Berne. La réélection, malgré les pronostics, de la ministre grisonne.

Sans élu au niveau cantonal

Reste qu'au milieu des coupettes, un malaise demeure: la quasi-inexistence du parti en Suisse romande. A ce jour, seul le Jura n'a pas encore de section, mais, malgré sa présence partout ailleurs, le PBD romand ne compte aucun élu au niveau cantonal et très peu sur le plan communal. Un bilan qui navre mais ne décourage pas Caroline Brennecke, la coordinatrice engagée voilà plus d'un an par le parti décidé à emmener les Romands dans sa croissance. Reste que le travail est difficile. «En Suisse alémanique, le noyau du parti s'est créé autour de gens qui ont quitté l'UDC. Chez nous, les adhérents sont des personnes qui n'ont pas de passé politique. Ce sont

des têtes nouvelles qui émergent», explique Caroline Brennecke, qui ose pourtant articuler un objectif pour 2015: envoyer au moins un PBD romand à Berne. Quelque peu esseulée hier avec une petite dizaine de Romands qui avaient fait le voyage à l'autre bout de la Suisse, la Vaudoise qui incarne le PBD francophone le jure: ça commence quand même à prendre. Grâce à l'effet Martin Landolt, le très charmant et très francophile président du PBD depuis 2012, et surtout les toutes dernières projections de l'institut Gfs, qui donne le parti grand gagnant des prochaines fédérales avec une progression canon à 7,5%.

Venus pour rester

Hier, après avoir refusé à une large majorité l'initiative UDC pour les familles, suivant ainsi la ligne de leur conseillère fédérale, les membres du PBD ont visionné émus les archives de leur courte histoire. Emus et amusés lorsque l'image s'arrêtait sur les têtes éberluées des élus UDC au moment de l'annonce de l'élection d'Eveline Widmer-Schlumpf. Et il est sans doute là le défi de croissance des bourgeois-démocratiques: fédérer et attirer ceux qui n'ont pas connu l'irrespect à répétition de l'UDC, et pas vécu ce fameux 12 décembre où tout a changé dans les équilibres au gouvernement. Faire d'un parti de déçus un parti où l'on vient par envie et conviction. Martin Landolt assure que ça commence à être le cas. Et rassure: «Nous sommes venus pour rester, nous ne repartirons plus.»

Stéphanie Germanier, Coire



L'éviction d'Eveline Widmer-Schlumpf de l'UDC a précipité la création du PBD.

Une élue PDC veut inscrire la formation pour parents dans la loi

ÉDUCATION On demande bien au personnel des crèches d'être formé, alors pourquoi pas aux parents, s'interroge Christine Bulliard Marbach.

«Les parents sont les acteurs principaux de la formation de leurs enfants.» Partant de ce constat, la conseillère nationale Christine Bulliard Marbach veut donner la possibilité aux pères et aux mères d'avoir un accès privilégié à la formation.

Dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle loi sur la formation continue, l'élue PDC s'est donc battue, avec le camp évangélique et socialiste, pour que non seulement les adultes en général aient accès au savoir tout au long de leur vie, mais aussi les jeunes dès 14 ans ainsi que les parents. Pour ce faire,

Christine Bulliard Marbach et ses partisans ont également obtenu gain de cause au sein de la commission préparatoire pour que soient ajoutées aux compétences de base – comme les mathématiques, la lecture, l'écriture et les techniques informatiques – que doit renfermer la formation continue, les compétences «éducationnelles et sociales». Des termes qui veulent dire beaucoup et peu à la fois. «Cette loi veut aussi lutter contre l'illettrisme que l'on connaît en Suisse. Lorsqu'on constate que des enfants passent à travers toute leur scolarité sans maîtriser la lecture et sans que personne ne s'en aperçoive, on se rend compte que, souvent, ce sont aussi, et parfois, les parents qui n'ont pas les capacités de suivre le cursus scolaire de leurs enfants», explique la Fribourgeoise, qui ne veut

« Il ne s'agit pas de blâmer les parents ou de les juger »

CHRISTINE BULLIARD MARBACH
Conseillère nationale PDC/FR

pourtant pas cantonner la formation pour parents à des rattrapages de matière scolaire. «C'est plus large que cela. Je pense à tous les cours qui pourraient permettre aux parents de s'épanouir encore mieux dans leur rôle.» Des cours de pédagogie, d'expression orale, de maîtrise des réseaux sociaux, de gestion des conflits. Pour appuyer sa

démarche, la politicienne fribourgeoise s'est inspirée de l'action de l'association pour l'éducation familiale qui existe dans son canton. Une association qui propose divers formations et conseils aux parents en se rendant là où ils se trouvent. «Pour les parents, c'est plus facile de pousser la porte d'un café que de pousser la porte d'une consultation dans un bureau», résume Christine Bulliard Marbach pour expliquer la démarche proactive des formateurs.

Pas une punition

Le samedi matin au centre commercial, le mercredi dans les jardins publics, lors de «cafés parents», dans les salles d'attente des pédiatres, des professionnels prodiguent leurs conseils et recettes pour bien ou mieux faire. Et de préciser que cette formation continue

pour parents ne doit pas être perçue comme une punition. «Il ne s'agit pas de juger les parents ou de les blâmer. Il s'agit juste de leur offrir de quoi s'épanouir encore davantage dans leur métier de parents», termine la démocrate-chrétienne, mère de trois grands enfants.

Si sa proposition a passé la première rampe de la commission de l'éducation et de la culture du National, Christine Bulliard Marbach sait que rien n'est encore gagné car le Conseil fédéral et la droite pensent que la vie parentale est d'ordre privé et n'a rien à faire dans une loi-cadre qui se veut par essence généraliste. A l'heure où tout le monde se bat pour le bien des familles, la concurrence des bonnes idées est plus exacerbée que jamais. Prochaine étape en décembre. Stéphanie Germanier